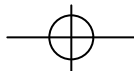


Préparer le retour

1. S'informer et se former
2. La place de la famille
3. Choisir une activité
4. Transférer de l'argent et du matériel



S'informer et se former

1. Contacter en France les organismes d'appui aux migrants
2. Profiter des allers et retours au pays
3. Se former

1. Contacter en France les organismes d'appui aux migrants

* Adresses des associations d'aide aux projets économiques des migrants : Fiche 1, page 54.

* Adresses des structures d'aide à la réinsertion et à la création d'entreprises : Fiche 1, page 61.

En France, des associations d'appui au développement et aux migrants ont acquis des compétences en matière d'aide au retour. Ces associations peuvent travailler de façon privilégiée avec certains pays ou certaines régions et sont parfois spécialisées (en agriculture, artisanat, aide à la création d'entreprise, formation, etc). Les migrants qui ont eu recours à ces associations témoignent de l'utilité de leurs services.

L'aide des associations peut concerner :

- les bilans personnels et professionnels ;
- la définition d'un projet d'entreprise ;
- la recherche d'une formation adaptée ;
- les démarches administratives ;
- les contacts professionnels en France ou dans le pays d'origine ;
- les études techniques et de faisabilité d'une entreprise ;
- la recherche de financements.

Pour monter un projet, il est également utile de contacter d'autres structures, publiques ou privées : administrations, col-

Utiliser au mieux toutes les possibilités

“ Quand je suis arrivé en France, en 1989, j'ai tout de suite travaillé dans le bâtiment à Bordeaux. J'étais venu en France pour gagner un peu d'argent et surtout pour apprendre à faire des pirogues améliorées et monter ensuite un atelier de construction au pays. L'ANPE de Bordeaux m'a donné l'adresse des Ateliers de l'E., en Bretagne, qui fabrique des bateaux en bois et prend des charpentiers-marine en apprentissage. Le responsable de la formation a été très compréhensif ; il m'a soutenu pour que la Fédération maritime de Bretagne paye une grande partie de ma formation. Il m'a aussi aidé à trouver du bon matériel d'occasion. Le conseil régional d'A. m'a également fourni une aide financière pour payer le transport de mes machines outils de France au Sénégal. Et puis, par chance, la ville de D. en Bretagne est jumelée avec la ville de J. au Sénégal ; grâce aux membres du comité de jumelage, j'ai obtenu un terrain pour construire un hangar sur le port. De retour au Sénégal en juin 1997, je suis entré en contact avec une ONG sénégalaise qui m'a aidé à présenter mon dossier de création d'entreprise auprès du comité de pilotage d'un programme de développement. J'ai obtenu une subvention de 15 000 FF qui m'a aidé à démarrer. ”

2. Profiter des allers et retours au pays

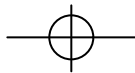
* *Les contacts en Afrique : Fiche 3, page 70. L'assistance au transport : Fiche 2, page 65.*

lectivités locales et territoriales, entreprises privées, etc.

Les séjours au pays permettent de s'informer sur l'environnement administratif et économique local et d'évaluer les possibilités de débouchés.

Ils sont l'occasion de contacter les organismes d'appui locaux et les entreprises : certaines peuvent être intéressées par les expériences acquises à l'étranger. D'anciens migrants déjà réinstallés apporteront aussi d'utiles informations.

Ces séjours au pays permettent également de discuter de son projet avec l'entourage (voir p. 18 : Le rôle de la famille au



14. S'informer et se former

Préparer le retour

Bien connaître la situation sur place

“ Cela faisait longtemps que je voulais rentrer, j'ai acheté un terrain et j'envoyais de l'argent à ma famille pour construire une maison, mais ils ont bouffé l'argent. Chaque fois que je venais ici, je passais dans les ateliers de menuiserie métallique pour prendre des renseignements sur les prix, les marchés potentiels, voir les machines qu'on utilisait. Au cours de ma dernière visite, j'ai également rencontré un ami de la haute administration qui m'a aidé à décrocher des marchés publics pour faire des panneaux de signalisation routière, qui étaient jusque là commandés en France. Aujourd'hui, j'ai 22 employés. ”

M. D., menuisier métallique à Bamako.
Rentré au Mali en 1996 après 22 ans passés en France.

pays).

- **Attention !** Avant le départ, dresser une liste des informations à rechercher et des personnes à rencontrer fait gagner du temps et rend le séjour plus efficace. Tout au long de ce guide, le lecteur trouvera des éléments qui l'aideront à établir cette liste.

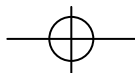
3. Se former

* *Contacts
pour la formation
professionnelle
en France :*
Fiche 1, page 63.

a. Une formation adaptée au pays et à l'activité choisie

L'activité que l'on souhaite mener au pays nécessite peut-être une formation complémentaire. Par exemple, si le projet consiste à créer une entreprise artisanale, il faudra maîtriser les techniques du métier ainsi que les outils de gestion et de comptabilité.

- **Attention !** Les formations dispensées en France apportent des connaissances techniques ainsi que des méthodes de travail. Cependant, il est important de rechercher la formation la mieux adaptée à l'activité choisie et aux conditions particulières



Un apprentissage au pays réussi

“ Quand je suis revenu au pays, je n'avais rien, ni argent, ni formation. Alors je me suis demandé ce que je pourrais faire pour gagner ma vie. Au village, personne ne faisait de meubles en bois. J'ai pensé qu'il y avait un marché pour ça et je suis allé voir un bureau d'études à Kayes pour leur demander leur avis et s'ils pouvaient m'aider à trouver une formation. Grâce à eux, un artisan menuisier de la capitale m'a pris 3 mois en apprentissage ; avec lui j'ai appris à connaître les modèles de meubles qui marchaient bien (armoires, lits, tables...) et aussi à concevoir un modèle de petite charrette. Après ça, je me suis installé et je continue à apprendre tous les jours. ”

O. T., menuisier à K. dans la région de Kayes au Mali.

du pays où elle va s'exercer.

Plus proches des réalités locales, une formation au pays chez un professionnel (peut-être un ancien migrant réinstallé) complètera de façon efficace les connaissances acquises en France.

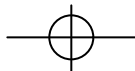
Des organismes spécialisés aident à trouver, notamment à partir d'un bilan des compétences¹, la formation la mieux adaptée. Les contacts que ces organismes entretiennent avec les milieux professionnels en France débouchent parfois sur l'opportunité de réaliser un stage en entreprise.

- **Attention !** Quelle que soit la formation suivie, il est important de la mettre rapidement en pratique, afin de ne pas perdre les connaissances acquises.

b. Les possibilités de financement d'une formation en France

Il existe en France plusieurs possibilités de financement de

¹ Tout salarié ou demandeur d'emploi peut demander à l'ANPE de réaliser un bilan de compétences professionnelles. Il paraît cependant préférable d'établir un bilan « personnel » et professionnel, plus complet, avec des organismes spécialisés dans l'appui aux migrants.



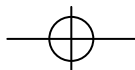
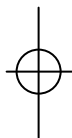
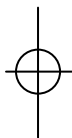
***** *Contacts
pour la formation
professionnelle
en France : Fiche 1,*

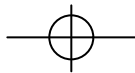
formation, sur fonds publics et privés. Pour en bénéficier, la démarche à suivre dépend de la situation du demandeur (cf. tableau page suivante). Le dossier de demande de financement de formation contient généralement un descriptif détaillé du parcours professionnel du demandeur, ainsi qu'une lettre de motivation dans laquelle celui-ci doit convaincre de l'intérêt de son choix.

• **Attention !** Le délai entre le dépôt du dossier et son acceptation est souvent très long : prévoir en moyenne quatre mois.

Pour une formation professionnelle en France

Si le demandeur est :	S'adresser :
• Salarié se, cif	au délégué du personnel de l'entreprise au syndicat professionnel ou au Fongecif
• Travailleur intérimaire	au Fonds d'action et de formation pour les travailleurs temporaires
• Chômeur en allocation de base	à l'Agence nationale pour l'emploi
• Chômeur longue durée	à l'Agence nationale pour l'emploi
<p>L'apprentissage en France est aussi possible</p> <p>“ Dans ma région d'origine, il n'y a pas beaucoup d'élevage de poules et les oeufs se vendent chers. Alors j'ai pensé que l'aviculture serait une bonne idée. Un ami m'a parlé d'une association de Marocains. Grâce à eux je suis entré en contact avec une association française qui m'a fait rencontrer un éleveur de poules, en France. J'ai fait, gratuitement, trois mois de formation chez cet éleveur. Cela m'a suffi pour connaître les bases du travail. ”</p>	
• Personne touchant le RMI	à l'Agence nationale pour l'emploi
• Travailleur indépendant	dans cette situation : autofinancement





2

La place de la famille

1. La famille vivant en France rentre-t-elle au pays ?
2. Quel avenir pour les enfants ?
3. Le rôle de la famille au pays
4. Réussite économique et reconnaissance sociale

1. La famille vivant en France rentre-t-elle au pays ?

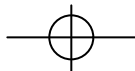
Lorsqu'une partie de la famille du migrant vit en France, cette question est fondamentale.

La femme et les enfants veulent-ils rester en France ou rentrer eux-aussi au pays ? Faut-il prévoir leur retour en plusieurs étapes ? Quelle que soit la solution choisie, quels moyens auront-ils pour vivre ? Il est important que la famille puisse débattre de ces questions.

Un retour en deux étapes

“ Quand mon père est tombé malade, la famille en Casamance m'a demandé de rentrer pour m'occuper du troupeau. Quand tu arrives d'Europe, c'est comme si tu avais tout l'argent du monde. Tout le monde m'a taxé et on m'a beaucoup roulé ici. Mais je me suis accroché. Je suis d'abord venu seul, le temps de prendre en main l'élevage d'embouche bovine. Ma femme et mes enfants, restés en France, ne m'ont rejoint que deux ans après. La vie n'est pas facile, mais c'est chez nous et personne ne regrette d'être venu. Ensemble on se soutient ; ma femme est même devenue bouchère pour nous aider à gagner plus d'argent. ”

P. B., éleveur de bovins en Casamance au Sénégal.



2. Quel avenir pour les enfants ?

Les enfants de migrants vivant en France sont intégrés au système scolaire français. En cas de retour, quelle sera leur scolarisation au pays, continueront-ils leur cycle français de formation, dans quelle école, quelles seront les conditions d'inscription... ?

La nationalité des enfants et leurs droits sont des questions également essentielles. • **Attention !** Pour bénéficier de l'Aide Publique à la Réinsertion (APR, voir Fiche 6, page 88), le candidat au retour doit actuellement renoncer à la nationalité française de ses enfants mineurs.

3. Le rôle de la famille au pays

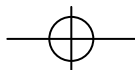
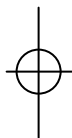
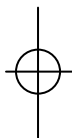
La famille au pays perçoit souvent le retour du migrant comme une perte de revenu. D'où l'importance de la convaincre du bien-fondé du projet : le soutien actif de la famille et du réseau de relations est un facteur important de réussite. Certaines personnes de l'entourage peuvent concrètement aider à l'installation.

Par ailleurs, les migrants sont souvent considérés par leur

Une famille réticente

“ Quand je suis rentré, ma famille m'a dit : comment va-t-on vivre maintenant que tu ne nous enverras plus d'argent ? Alors on a beaucoup palabré, je leur ai dit que papa et l'oncle étaient vieux, que je m'occuperai des mamans et des enfants. Que j'allais ouvrir une boutique d'aliments pour bétail dans la ville à côté et qu'avec ça je gagnerai un peu d'argent, que mes deux petits frères resteraient en France et qu'ils continueraient à nous aider, qu'on pourrait se débrouiller. Ils n'étaient pas très convaincus, mais ils m'ont laissé faire. Maintenant, avec ma boutique, je gagne bien. Je me suis aussi lancé dans le commerce de bétail : ça, ça gagne encore mieux que ma boutique. ”

O. T., commerçant d'aliments pour bétail et maquignon dans la



famille, ou leur voisinage, comme des gens qui se sont enrichis lors de leur séjour à l'étranger. On attend d'eux qu'ils redistri-

4. Réussite économique et reconnaissance sociale

buent une partie de leurs « richesses » à leur retour. Confondre l'argent destiné à la famille et celui destiné au projet conduit à l'échec.

Pendant le séjour à l'étranger, la situation du pays d'origine a sans doute subi de profonds changements : l'environnement urbain comme le milieu rural, la famille, beaucoup de choses ont changé.

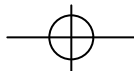
L'éloignement crée un « décalage » que connaît tout migrant absent longtemps. La réalité sera parfois plus dure qu'on ne l'avait imaginée. La différence entre le niveau de vie en France et les revenus locaux par exemple, est souvent très difficile à vivre.

De même, la position sociale de « l'après-retour » n'est pas toujours à la hauteur de celle prévue au départ. Pourtant,

J'ai moins d'argent, mais plus de reconnaissance sociale

“ Je suis parti en France en 1974 à cause de la sécheresse. J'ai travaillé chez Renault et ma famille aimait bien mes allers et retours car je leur faisais beaucoup de cadeaux et les aidait à vivre avec mon salaire. Quand je suis rentré en 1984, ma famille au village m'a maudit, je me suis senti rejeté par mon milieu. Mais je ne me suis pas découragé. Avec mes petites économies et grâce à ma formation en maraîchage avec une ONG, j'ai créé un groupement d'intérêt économique de huit personnes. Puis je suis devenu membre de deux associations, l'une villageoise et l'autre intervillageoise et je suis même élu conseiller municipal de ma communauté rurale. J'ai moins d'argent qu'en France, mais j'ai beaucoup plus de reconnaissance sociale et ma famille est aujourd'hui contente de voir que leur fils a réussi au village. ”

D. N. , maraîcher dans la région de Bakel, au Sénégal.



Choisir une activité

1. Trouver un emploi salarié
2. Prendre sa retraite au pays
3. Entreprendre un projet collectif
4. Créer une micro-entreprise

Trouver un emploi salarié, prendre la retraite, créer une micro-entreprise de production ou de commerce, mener une activité agricole ou plusieurs activités complémentaires en même temps, ou encore participer à un projet collectif avec d'autres migrants... il y a plusieurs façons de se réinstaller au pays.

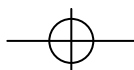
1. Trouver un emploi salarié

* Adresses de l'OIM : Fiche 2, page 64. Adresses de l'OMI : Fiche 6,

On le sait : dans la plupart des pays d'origine des migrants, le marché de l'emploi, public ou privé, est peu ouvert et les chances d'obtenir un emploi salarié sont infimes. C'est le plus souvent par relation que l'on peut trouver un emploi ¹.

En cas d'opportunité, le candidat salarié a intérêt à s'informer sur les législations locales du travail et de protection sociale.

¹ En France, l'Office des Migrations Internationales (OMI) et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) proposent des offres d'emploi dans les pays d'origine, mais ces offres concernent généralement des emplois spécialisés et hautement qualifiés.



2. Prendre sa retraite au pays

Après un long séjour en France, de nombreux migrants choisissent de vivre leur retraite dans leur pays d'origine.

Une retraite bien préparée

“ Après 25 ans de travail en France, je suis rentré au pays pour prendre ma retraite. Avec mes économies j'ai pu acheter une maison dans le quartier de l'hippodrome à Bamako, il me restait un peu d'argent et j'ai pu bénéficier de l'aide de la France pour acheter un camion benne de transport que j'ai confié à mon fils pour nous aider à faire vivre la famille. Pour ma retraite, je me suis adressé à l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) ici à Bamako, ils m'ont fait remplir un dossier qu'ils ont adressé en France, après ça j'ai reçu une lettre m'indiquant le montant de ma retraite que je vais toucher chaque mois à l'INPS. ”

K. M. retraité et transporteur à Bamako au Mali.

* Protection sociale et droits à la retraite :
Fiche 5, page 80.

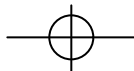
* Les contacts en Afrique : Fiche 3, page 70.

Les migrants qui ont cotisé à une caisse de retraite en France peuvent percevoir leurs droits à partir de 60 ans, même s'ils sont rentrés au pays avant cet âge.

La nouvelle loi française de 1998 sur l'immigration permet aux retraités de nationalité étrangère (âgés de 60 ans et plus) de bénéficier d'une carte de séjour en France de 10 ans renouvelable. Cette disposition facilitera les allers et retours ainsi que l'organisation de la retraite au pays.

• **Attention !** Percevoir les droits à la retraite au pays n'est pas toujours aussi simple que dans le témoignage ci-dessus. Monter un dossier de départ en retraite implique notamment de faire un relevé de carrière pour lequel il est utile d'avoir conservé tous les bulletins de salaire faisant foi de l'activité menée en France. Vérifier qu'il n'y a aucun problème de reconnaissance d'identité par la caisse de retraite.

Dans certains pays, comme au Mali, des associations aident les retraités à faire valoir leurs droits (cf. l'exemple de l'AMRK, p. 72).



?? Choisir une activité

Préparer le retour

3. Participer à un projet collectif

Un certain nombre d'expériences prouvent l'intérêt de participer, avec d'autres migrants, au développement d'un projet collectif pour le village ou le quartier. En France, et dans les pays d'origine des migrants, de nombreuses organisations non gouvernementales et des régions ou villes jumelées soutiennent ce type d'initiatives.

S'associer pour améliorer les conditions de vie au village

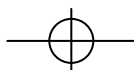
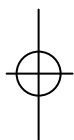
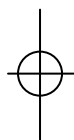
“ Après douze ans en France, quand je suis retourné pour la première fois au village, j'ai pu mesurer la dégradation des conditions de vie. Mais en même temps, j'ai eu comme un « coup de foudre » pour la vie là-bas. De retour en France, j'ai pris contact avec une organisation paysanne et une ONG ; puis j'ai suivi une formation en agriculture et obtenu un brevet professionnel agricole. Avec quelques autres immigrés de ma région partageant les mêmes idées et le soutien des associations de ressortissants de nos villages dans les foyers en France et dans les villages de la région de Tambacounda, nous avons organisé plusieurs programmes de développement villageois et une association intervillageoise dynamique. Appuyé par des ONG, ce projet associatif permet d'améliorer les conditions de vie des villageois et surtout la paix entre les villages. ”

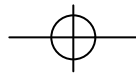
B. S. animateur villageois dans la région de Tambacounda, au Sénégal, depuis 1985

* Les contacts en en Afrique : Fiche 3, page 70. Ainsi que Les organismes d'appui aux projets économiques des migrants : Fiche 1, page 54.

4. Créer une entreprise

La deuxième partie de ce guide est consacrée à ce thème. Se reporter au sommaire en début d'ouvrage.





4

Transférer de l'argent et du matériel

1. Les transferts de fonds
2. Les transferts de matériel

1. Les transferts de fonds

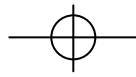
La France pratique le libre transfert des capitaux. Deux systèmes de virements internationaux sont donc utilisés : les virements bancaires (par l'intermédiaire d'une banque) ou les transferts informels (par l'intermédiaire d'une personne privée).

a. Les virements bancaires

Les différentes catégories de virements internationaux pratiqués par les banques en France sont ¹ :

- le réseau **SWIFT** (Société de télécommunications interbancaires au niveau mondial) présente l'avantage de la rapidité, de la confidentialité et de la sécurité mais son coût est élevé ;
- le réseau **Télex** : la majorité des banques africaines utilisent ce système, les délais sont au minimum de 48 heures ;
- le réseau **TIPA** (Transferts Interbancaires de Paiements Automatisés). Ce réseau, utilisé par la Banque Populaire, est très compétitif ;

¹ Source : Cimade-Europact-ABPCD, Épargne des migrants et outils financiers adaptés, ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations, 1997.



24. Transférer de l'argent et du matériel

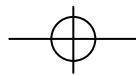
Préparer le retour

- **les mandats postaux internationaux.** Par courrier, par fax ou par voie télégraphique, ce système est très utilisé malgré son coût unitaire élevé et ses délais parfois importants ;
- **la mise à disposition bancaire.** Praticé par de nombreux bureaux de la Poste et du Crédit Commercial de France (CCF Change), le système de transfert monétaire international de la Western Union présente l'intérêt de la rapidité (transfert et mise à disposition en 30 mn) et de la simplicité d'utilisation, mais son coût est relativement important. Les bureaux de représentation des banques des pays d'origine des migrants pratiquent aussi la mise à disposition bancaire mais ce système prend 48 heures en moyenne ;
- **les Titres Interbancaires de Paiement (TIP).** Cet instrument utilisable dans les bureaux de poste est économique, rapide et simple. Il permet de créditer des comptes à l'extérieur pour un faible coût.

Par ailleurs, certaines banques des pays d'origine des migrants ont reçu l'agrément de banque de droit français (par exemple la Banque de l'Habitat du Sénégal, la Banque Chaabi du Maroc...). Celles-ci proposent parfois des produits financiers avantageux, du type Plan Épargne, et des possibilités de transfert de fonds vers un compte bancaire au pays. Il s'agit notamment des comptes bancaires convertibles (banque Chaabi).

b. Les transferts informels de fonds

Les migrants transfèrent souvent leur argent au pays en le confiant à une personne qui fait le voyage. Il ne faut pas ignorer que la loi française oblige toute personne transportant une somme supérieure à 50 000 FF, à la déclarer au service des douanes.



2. Les transferts de matériel

Pour le transfert de matériel, s'informer en priorité auprès de la direction nationale des douanes (ou autre administration compétente) du pays où est importé le matériel, et des conditions d'exonération des droits de douane, en relation avec le code des investissements du pays et des mesures précises pour les migrants. Ne pas oublier que ces démarches prennent du temps.

Quelques conseils pour le transfert de matériel

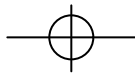
*
Adresses des services douaniers :
Fiche 4, page 78.

- Vérifier que tous les papiers nécessaires au dédouanement des biens seront prêts au moment du transfert. Les équipements bloqués en douane peuvent coûter très cher en raison des frais de stockage chez un transitaire.
- En matière de droits de douane, vérifier aussi les informations données en France car, dans certains pays, les lois sur les douanes et le code des investissements sont diversement appliqués.

- **Attention !** Avant de transférer du matériel professionnel, vérifier que celui-ci est adapté au pays de destination et qu'il est facile de trouver sur place des pièces détachées ainsi que des réparateurs compétents.

a. Les douanes du côté français

Après deux ans de séjour en France, les travailleurs migrants qui regagnent définitivement leur pays d'origine ont droit à une exonération de TVA pour tout bien exporté, dans la limite de 100 000 FF (hors taxe), et pour deux véhicules automobiles neufs ou d'occasion, d'une valeur de 100 000 FF (hors taxe) chacun, à condition de les exporter dans les 15 jours suivant l'achat.



26 Transférer de l'argent et du matériel

Préparer le retour

*
*Adresses des
services douaniers :
Fiche 4, page 76.*

Les personnes bénéficiant d'une Aide Publique au Retour devront fournir l'Autorisation Provisoire de Séjour délivrée lors de la restitution des titres de séjour.

b. Les douanes du pays d'origine

Pour connaître les réglementations douanières portant sur les objets personnels, les véhicules et le matériel professionnel, s'adresser au consulat du pays d'origine en France ou aux services nationaux compétents.

Si le matériel concerné est éligible au code des investissements du pays, des exonérations de droits de douanes seront possibles. Rappelons cependant que les pratiques douanières sont parfois en décalage avec les textes et que législation, ou pratiques, peuvent évoluer avec le temps.

